

G.I.E. Paysans et Fermiers Bio de Normandie

GIE (groupement d'intérêt économique)

Texte rédigé par François DUFOUR , producteur de lait à Saint-Senier sur Beuvron, à l'occasion de la dernière Assemblée Générale du GIE

Notre G.I.E. est aujourd'hui en régime de croisière. Grâce à la volonté de tous et avec le soutien actif du G.A.B. (Groupement de l'Agriculture Biologique de la Manche), nous avons réussi (même si rien n'est jamais parfait) à construire l'édifice original pour reprendre en main notre destin.

LES OBJECTIFS INITIAUX :

- Construire par le circuit court une relation fiable, politique, économique, éthique avec des réseaux de familles et d'individus ayant une envie de tordre le cou à la mondialisation néo-libérale.

- Consolider le revenu et asseoir plus profondément des paysans sur leurs territoires (ceux-ci menacés au quotidien face à l'insécurité financière orchestrée par les spéculations en tous genres)

Développer des échanges permanents entre les alter-consommateurs et nous mêmes (producteurs) sur les évolutions à la fois de la politique agricole et sur nos propres difficultés à les surmonter ou à les amortir!

- Enfin, permettre de susciter des vocations paysannes et alter-consommatrices afin de construire d'autres réseaux. Notre G.I.E., à côté de nombreux autres originalités d'échanges en circuits courts, nous ont surtout permis, de manière collective de maîtriser notre produit jusqu'à l'assiette des consommateurs mais aussi de développer une culture relationnelle qui n'existe plus par le mode de relation choisie, à savoir, livrer nous même nos produits.

Ayant personnellement vécu les échecs de nos coopératives censées maîtriser la valeur ajoutée pour la redistribuer, je souhaite que nous participons au maximum à de nouvelles organisations de petites filières en allant convaincre les agriculteurs qui sont en recherche de sécurité économique.

La semaine dernière, j'ai eu l'occasion de rencontrer un patron de supermarché qui me disait ceci : "dans les transactions que nous avons avec le monde de l'agro-alimentaire, c'est avec les coopératives que c'est le plus facile de signer des contrats, car les commerciaux et les directeurs sont moins exigeants que dans les entreprises privées." Autrement dit, les conseils d'administrations des coopératives n'ont plus aucune marge de manoeuvre ayant abandonné le pouvoir aux dirigeants administratifs.

Notre évolution économique et sociale est entre nos mains.

La maîtrise des coûts de production, les retombées de la valeur ajoutée nécessaire afin de sécuriser nos exploitations, la création de l'emploi paysan ou salarié autour de nous dépend de notre capacité à résister au commerce de tous les lobbys qui cherchent à

nous décourager. Nous sommes dans une évolution ou l'histoire se construit dans la définition de projets communs.

Des questions nous sont posées telle que

- La croissance du G.I.E. ou la stabilité.
 - L'extension de la demande des alter-consommateurs pour grandir au sein es associations
 - L'extension du nombre de celles-ci
 - Les appels dans la restauration collective, fixée dans les dispositifs politiques juridiques(nationale, régionale, départemental ou locale)
 - L'évolution des structures régionales face aux nouvelles conversions.
 - Les débats au sein d'autres filières comme les 12 A.O.C. et leur stabilité.
- La pression faite autour du consommer local et le risque de perdre les cahiers des charges banalisé face à la standardisation du conventionnel
- etc...

Mais pour conclure, je souhaite que nous réfléchissons aux évolutions du mouvement alter-conso et à sa construction. Par exemple, l'association "Action Consommation" présidée par Yann FIEVET est en train de vivre des difficultés financières, cette association est pourtant d'une importance capitale. L'ionisation des aliments est en plein débat à l'AFSSA ou les lobbys sont à l'oeuvre pour développer les outils d'extension du commerce internationale. Pouvons nous aider "Action Consommation" qui vient de licencier Camille? Je le souhaite vivement!

Au moment ou les alter-consommateurs souhaitent connaître un peu plus nos activités, et découvrir nos modes de vie économique, comment peut-on avancer sur ces sollicitations?

Sur le plan économique, le passé nous a montré que la transparence des coûts de production était tabou. Aucune structure agricole n'a la volonté de mener des études approfondies pour mettre des indicateurs en place, ce qui donnerait des repères importants pour discuter avec les partenaires.

A ce jour, personne n'a envie de nous voir aborder ces questions , pourtant face à la spéculation organisée des matières premières alimentaires, nous pouvons démontrer que par l'autonomie fourragère, on peut sécuriser une évolution stable des prix de nos produits alimentaires (cette stabilité doit être un gage de confiance entre producteurs et consommateurs)

Voilà quelques idées pour l'échange entre nous et avec nos partenaires. De toute façon, aucune évolution positive n'est actée à ce jour afin de sécuriser les revenus agricoles et permettre la stabilité du coût alimentaire dans le système économique actuel.

Nous sommes sur la voie de l'organisation collective alors que la politique agricole est faite pour casser le collectif et renforcer l'individualisme.

Publié par G.I.E. Paysans et Fermiers Bio de Normandie

<http://lesbionormands.blogspot.com/>